

SOMMET DE WASHINGTON

L'Union européenne et les États-Unis s'engagent dans la voie du grand-marché transatlantique



Expédié en quelques heures, le sommet États-Unis/Union européenne, convoqué le 20 juin 2005 à Washington, s'est terminé par l'adoption d'une série de propositions concoctées par le TABD, un groupe transatlantique de multinationales. Trois semaines après les « non » français et néerlandais au Traité constitutionnel européen, une structure commune d'harmonisation de la dérégulation a été mise en place par la Maison-Blanche et la Commission de Bruxelles. Elle devrait poser les premiers jalons de la future zone de libre-échange transatlantique.

page 2

Iran : un président déjà diabolisé

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

À la veille de l'élection présidentielle iranienne, la presse internationale se penche sur les enjeux du scrutin et ce qu'il faut en attendre. Les « experts » néo-conservateurs s'emploient à discréditer à l'avance le prochain président et à noircir le portrait du pays : plus il apparaîtra comme dangereux, plus il sera facile de justifier une aventure militaire.

page 6

REPÈRE : 22 JUIN 1633

Galilée condamné

La savant florentin Galilée menace doublement le Saint-Siège. Il enseigne l'héliocentrisme. Il renverse ainsi des pans entiers de la théologie romaine qui place la terre et l'homme au centre de la création divine. Plus encore, Galilée est le précepteur des Médicis dont les ambitions sur l'Italie rivalisent avec celles des papes. Une première fois, son œuvre est condamnée par un décret inquisitorial, en 1919. Mais il n'en a cure et publie en 1929 son *Dialogue sur les deux plus grands systèmes du monde, le ptoléméen et le copernicien*. Il est alors torturé par la Sainte Inquisition, enjoint d'abjurer, condamné comme hérétique et assigné à résidence, le 22 juin 1633. Les Médicis, qui l'ont abandonné à son sort, cessent de représenter l'émancipation de la raison et perdent d'un coup leur influence intellectuelle sur l'époque.

Ce n'est qu'en 1757 que l'Église catholique autorisera l'enseignement de l'héliocentrisme et en 1822 qu'elle lèvera la censure sur les ouvrages de Galilée. Il faudra encore attendre 1983 pour que Jean-Paul II se préoccupe de réhabiliter le savant. Cependant, Rome refusant de reconnaître son erreur se contenta d'annuler la condamnation de Galilée pour vice de forme. ■



LES ÉTATS-UNIS, NOUVEAU PARADIS DE LA CORRUPTION PARLEMENTAIRE

Le nombre de lobbyistes a doublé aux États-Unis depuis l'arrivée de George W. Bush à la Maison-Blanche, indique le *Washington Post*. Ils seraient aujourd'hui 34 750 à rôder autour du Congrès. Leurs honoraires auraient également doublé pour se situer entre 25 000 et 40 000 dollars par mois. Une augmentation considérable d'activité qui ne peut s'expliquer que par la généralisation de la corruption au Capitole. La filière est si bonne que plus de la moitié des anciens parlementaires se sont reconvertis dans le lobbying. ■

Sommet de Washington

L'Union européenne et les États-Unis s'engagent dans la voie du grand-marché transatlantique

Expédié en quelques heures, le sommet États-Unis/Union européenne, convoqué le 20 juin 2005 à Washington, s'est terminé par l'adoption d'une série de propositions concoctées par le TABD, un groupe transatlantique de multinationales. Trois semaines après les « non » français et néerlandais au Traité constitutionnel européen, une structure commune d'harmonisation de la dérégulation a été mise en place par la Maison-Blanche et la Commission de Bruxelles. Elle devrait poser les premiers jalons de la future zone de libre-échange transatlantique.



De gauche à droite, le président de l'Union européenne Jean-Claude Juncker, George W. Bush et le président de la Commission européenne Jose Manuel Barroso

Chaque année, à la fin juin, se tient un sommet États-Unis/Union européenne, en alternance sur le territoire états-unien ou européen. Cette rencontre est de plus en plus souvent l'occasion pour la Maison-Blanche de trancher des débats

internes à l'UE et de donner ses instructions aux dirigeants en place. Ainsi, au sommet du 26 juin 2004, George W. Bush tenta en vain de contraindre l'Union européenne de s'engager via l'OTAN en Irak. Il n'y parvint pas et le sommet de l'OTAN qui suivit à Istanbul fut un échec. Par contre, soutenant les Britanniques contre les Français, il écarta le candidat de Paris à la présidence de la Commission de Bruxelles et imposa en remplacement Jose Manuel Barroso. Le Premier ministre portugais, bien qu'il ait recueilli des records d'impopularité dans son propre pays, avait en effet l'avantage d'avoir organisé le sommet des Açores au cours duquel les Anglo-Saxons achevèrent de planifier la colonisation de l'Irak.

Le sommet du 20 juin 2005 a été préparé par le tour européen du sous-secrétaire d'État pour les affaires politiques, Nicholas Burns, à la fin mai ; puis par la réception de trois des cinq membres de la délégation européenne au département d'État, le 2 juin. Il s'est tenu dans le contexte particulier du rejet par les électeurs français et néerlandais du projet de Traité constitutionnel européen.

R. Nicholas Burns a indiqué à l'avance les principaux points figurant sur l'agenda politique US :

- ▶ Terminer la démocratisation de l'Europe en unifiant la Bosnie-Herzégovine, en donnant un statut définitif au Kosovo (indépendance ou rattachement à l'Albanie), et en jugeant les criminels de guerre avec l'aide de la Serbie-Montenegro (terme par lequel la diplomatie états-unienne désigne l'actuelle Yougoslavie).
- ▶ Développer le Partenariat pour la paix entre l'OTAN et la Fédération de Russie, tout en soutenant l'opposition intérieure en Russie (l'objectif paraît donc d'affaiblir la Russie de l'intérieur plutôt que de chercher à en prendre le contrôle).
- ▶ Soutenir l'opposition en Biélorussie jusqu'à un changement de régime.
- ▶ Ouvrir les portes de l'OTAN et de l'UE à l'Ukraine et à la Géorgie.

Depuis une dizaine d'années, le sujet principal du sommet États-Unis/Union européenne est la fusion de la zone de libre-échange nord-américaine (ALENA) et de la zone de libre-échange européenne (UE) au sein d'une unique zone transatlantique. Compte tenu de la résistance des États à la globalisation, le Nouvel agenda transatlantique (New Transatlantic Agenda - NTA) avance au rythme des propositions des entreprises multinationales membres du TransAtlantic Business Dialogue (TABD). Les grands patrons rédigent donc un rapport annuel qu'ils remettent en mains propres aux dirigeants politiques en marge du sommet. Les suggestions du TABD sont généralement acceptées sans plus de discussions, c'est-à-dire sans que l'on se pose la question de savoir si elles conviennent aussi aux autres acteurs économiques.

Le rapport 2005 du TABD insiste sur quatre axes : protection de la propriété intellectuelle ; sécurisation du commerce ; convergence des normes comptables ; et enfin intégration des marchés des capitaux. Surtout, il demande la création d'une institution permanente chargée de faire converger les réglementations des deux zones de libre-échange, qui travaillerait bien sûr à partir de ses expertises. Ce document a été remis aux officiels la veille du sommet et les décisions adoptées par les politiques ont été présentées à la sortie

du sommet lors d'une conférence de presse du TABD à laquelle participait le commissaire aux entreprises et à l'industrie, Günter Verheugen.



Avec Javier Solana, responsable de la politique étrangère de l'Union européenne

Le 2 juin, le secrétaire d'État Condoleezza Rice a reçu ses interlocuteurs européens : Javier Solana, secrétaire général du Conseil européen après avoir été celui de l'OTAN ; Jean Asselborn, ministre luxembourgeois des Affaires étrangères (le Luxembourg exerçant la présidence tournante) ; et Benita Ferrero-Waldner, commissaire européen aux Relations extérieures. Les quatre dirigeants ont procédé à un tour d'horizon des questions internationales. Cependant, Mlle Rice s'est surtout employée à convaincre les délégués européens de s'impliquer complètement dans la conférence de soutien au processus de transition en Irak, prévue pour le 22 juin à Bruxelles [1]. À propos du rejet par les électeurs français du Traité constitutionnel européen, elle a résumé l'analyse de l'administration Bush : les Français ont sanctionné la politique anti-américaine et antidémocratique du président Chirac, pas le Traité lui-même. Il convient donc de poursuivre l'élargissement et la libéralisation des échanges. Au demeurant, si 20 États sur 25 ratifient le Traité, il sera possible de demander aux récalcitrants de reconsidérer leur position. Il faut donc allonger d'un an le processus pour que les électeurs français, débarrassés de Jacques Chirac, adoptent le Traité lors d'un nouveau référendum. Aucun des invités n'a eu l'outrecuidance de faire remarquer que cette analyse était contredite par le « non » néerlandais de la veille [2].

Il ne restait donc rien à discuter lorsque le président George W. Bush a reçu, le 20 juin, la délégation européenne augmentée du Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, en qualité de président tournant du Conseil européen, et de Jose Manuel Barroso, président de la Commission. Le sommet, expédié en quelques heures, s'est limité à signer une dizaine de déclarations communes pré-rédigées par les fonctionnaires des deux parties. On a promis de promouvoir la paix, la démocratie, l'État de droit, les Droits de l'homme et la prospérité. Puis, on s'est engagé à lutter contre la prolifération des armes de destruction massive et le terrorisme. On a même, avec un zèle missionnaire, décidé d'œuvrer à la création d'un Fonds pour la démocratie à l'ONU. Puis on s'est juré de lutter contre les gaz à effet de serre, de chercher des sources d'énergie renouvelables et de promouvoir la civilisation de l'hydrogène. Personne ne croyait à ce rituel et ces documents seront sans conséquences.

Toutefois, cette mise en scène formelle n'excluait pas de véritables décisions.

Les dirigeants se sont engagés à tout faire pour la réussite de la conférence sur l'Irak. Surtout, ils ont adopté toutes les propositions du TABD et mis en place le Forum de coopération sur la réglementation doté d'une agenda précis. Sont considérés comme prioritaires : l'harmonisation des réglementations en matière d'autorisation de mises de médicaments et de cosmétiques sur le marché, de normes de sécurité automobile, de compatibilité des normes dans les technologies de l'information et de la communication, d'étiquetage alimentaire et de droit des consommateurs. Personne n'a jugé bon d'informer ceux des électeurs français et néerlandais qui ont voté « non » à l'élargissement et à la libéralisation de l'Union européenne que l'on avait décidé de l'élargir de l'autre côté de l'Atlantique et de commencer à l'aligner sur les standards anglo-saxons. Ce Forum sera directement administré par le Bureau du Budget et du Management à la Maison-Blanche et par la Commission de Bruxelles.

[1] Cette conférence est une idée présentée par le président Bush lors de sa tournée européenne de février 2005. Convoquée conjointement par Washington et par l'Union européenne, elle vise à obtenir la reconnaissance du gouvernement de transition, issu des élections truquées de janvier, par le plus grand nombre d'États possible.

[2] Les Pays-Bas ont rejeté le Traité constitutionnel européen, le 1er juin 2005.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Iran : un président déjà diabolisé

Analyse

A la veille de l'élection présidentielle iranienne, la presse internationale se penche sur les enjeux du scrutin et ce qu'il faut en attendre. C'est essentiellement l'occasion pour les analystes de présenter leur vision d'un régime iranien en bout de course et ayant largement perdu le soutien de sa population.

Dans le *Christian Science Monitor* et *Gulf News*, les chercheurs spécialistes de l'Iran, Haleh Vaziri et Bahman Baktiari, estiment que le pays connaît son élection la plus démocratique depuis la mise en place de la République islamique. Toutefois, le prochain président, qu'ils supposent être Ali Hashemi Rafsandjani, sera confronté à de grandes difficultés. En effet, le passage par un second tour lui donnera une légitimité moins forte que ses prédécesseurs face au pouvoir religieux. Or, les difficultés de l'Iran viennent principalement de la nature duale du régime, à la fois démocratique et théocratique. Tant que Téhéran n'aura pas résolu ce paradoxe, le régime éprouvera des difficultés. Ainsi, une élection à seul tour serait le signe d'une dictature ; tandis qu'une élection à deux tours serait celui d'une faiblesse. Tout argument est bon pour stigmatiser l'Iran.

Par ailleurs, la crainte de revivre des tensions fortes après la révolution de 1979 et huit années de guerre a conduit l'Iran à construire un système où chaque faction politique est intégrée au pouvoir. Cette cohabitation multiple paralyse de nombreuses initiatives. Elle reflète un partage démocratique du pouvoir, mais aboutit à un blocage de la société. Cependant, pour les néo-conservateurs qui rêvent d'une nouvelle aventure militaire, cette évolution du régime, qui n'a plus rien à voir avec ce qu'il était en 1979-1980, doit être niée à tout prix. Il faut continuer à présenter un Iran intégriste et rétrograde représentant un danger pour la région et pour le monde. C'est une condition *sine qua non* pour

convaincre l'opinion de la nécessité d'une guerre.

Les « experts » néo-conservateurs s'emploient donc à discréditer à l'avance le prochain président iranien et à noircir le paysage.

Dans le *New York Times*, Danielle Pletka de l'American Enterprise Institute, affirme que la future élection de Rafsandjani est une ruse du pouvoir iranien. Les Européens ont compris que le pouvoir de Téhéran se moquait d'eux dans les négociations sur le dossier nucléaire. Aussi, il est nécessaire de renouveler les interlocuteurs pour que la mascarade puisse se poursuivre. Si on veut vraiment obtenir une transformation de l'Iran, il faut « soutenir les démocrates iraniens ». Mais qui se cache derrière cette appellation ? Notons que Richard Perle, chercheur, comme Mme Pletka, à l'American Enterprise Institute et conseiller de Donald Rumsfeld, s'était rendu le 24 janvier 2004 à un grand meeting des Moudjahidines du peuple. Cette organisation, en conflit ouvert contre Téhéran depuis les années 1980, a désormais le soutien des faucons à Washington. Elle tente aujourd'hui de faire oublier les crimes qu'elle a commis en Iran, puis aux côtés de Saddam Hussein. Sa présidente, Maryam Radjavi, se présente comme un recours face au gouvernement iranien dans *Le Figaro*. Elle affirme que son pays est aux mains d'un régime moribond qui menace la région et le monde en soutenant le terrorisme et en s'équipant d'armes nucléaires. Condamnant la politique de négociation de l'Union européenne, elle concède cependant que la guerre n'est pas indispensable. Il faut donner les moyens à l'opposition démocratique, c'est-à-dire à son mouvement, de prendre le pouvoir. Elle appelle donc les gouvernements occidentaux à faire une croix sur les crimes de son organisation et à la reconnaître comme un interlocuteur respectable, alors même qu'elle relance une campagne d'attentats à la bombe en Iran.

Les analystes israéliens, Nir Boms et Elliot Chodoff, affirment également dans le *Washington Times* que l'élection ne changera rien. Le pouvoir n'appartient pas au président de la République d'Iran, mais au dirigeant du Conseil des Gardiens de la Révolution, Ali Khamenei. Toutefois, les pressions internationales ont fait leur preuve contre l'Iran dans l'affaire Hamid Pourmand, ils appellent donc la communauté internationale à rejeter toutes discussions avec le pouvoir fantoche et à menacer Téhéran. Pour le spécialiste de Radio Free Europe, l'outil de propagande de la CIA, Abbas William Samii, les blocages ne viennent pas tant du Conseil des Gardiens de la Révolution que du corps d'armée des Gardes de la Révolution. Dans le *Daily Star*, il décrit selon lui la tentative d'infiltration à tous les niveaux des membres de cette armée dans le pouvoir politique. Il rappelle ainsi que quatre des huit candidats au premier tour ont fait partie de ce corps, tout comme 90 députés iraniens. Face à eux, Rafsandjani est sans doute une meilleure solution, mais il ne faut pas oublier qu'il fut un dirigeant répressif. L'auteur ne voit donc aucune bonne solution pour l'Iran en interne. Il est vrai que le corps des Gardes de la Révolution est sans doute au cœur de l'avenir de l'Iran, mais pas de la façon dont Abbas William Samii le présente. Aujourd'hui, les élites de Washington sont partagées sur l'opportunité d'attaquer l'Iran. Au cœur du débat se trouve la capacité de riposte de la République islamique à une attaque. Or, les Gardes de la Révolution sont une part essentielle du système de défense iranien. Si les officiers supérieurs de cette armée étaient corrompus, comme l'ont été ceux de la Garde républicaine irakienne, l'invasion de l'Iran ne présenterait pas de difficultés majeures. Rappelons également qu'il y a quelques années, un accident d'avion non élucidé

avait entraîné la mort de presque tout l'état-major des Gardes. Cela avait conduit à leur remplacement par des nouveaux dirigeants, peut-être moins attachés à la République islamique que les combattants historiques de la Révolutions de 1979 qui venaient de périr.

Toutefois, aux États-Unis, tous ne songent pas à la guerre. A la NED/CIA, on préfère évaluer les chances d'organiser une révolution colorée à Téhéran. Les co-directeurs du Project on Iranian Democracy de la Hoover Institution, Abbas Milani et Michael McFaul (de la NED), se réjouissent des dissensions dans les élites iraniennes que l'élection présidentielle fait apparaître. Il est trop tôt pour envisager ce qui fonctionne dans l'ancienne aire soviétique, mais pourquoi ne pas y penser pour l'avenir ?

En Iran, l'analyse des élections est bien évidemment très différente. Dans le *Tehran Times*, l'éditorialiste Hassan Hanizadeh signe un texte proche du communiqué officiel. Tandis que les médias occidentaux prédisaient une abstention record, il affirme que la population suit ces élections avec un grand enthousiasme compte tenu de l'incertitude quant au résultat. Les premiers résultats fournis semblent lui donner raison. En revanche, il s'inquiète des attentats commis dans le Sud de l'Iran à la veille de l'élection. Dénonçant un coup fourré états-unien, il affirme que ses concitoyens ne céderont pas à ces manœuvres.

Réseau Voltaire

Haleh Vaziri, Bahman Baktiari

Haleh Vaziri est responsable des recherches pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord InterMedia.



Bahman Baktiari est directeur des relations internationales de l'Université du Maine

« La course présidentielle iranienne, les attentes contre la réalité »

Source : Gulf News (Émirats arabes unis)

, Christian Science Monitor (États-Unis)

Référence : « Iran presidential race : expectations vs. Reality », par Haleh Vaziri et Bahman Baktiari, *Christian Science Monitor*, 13 juin 2005.

« Contest of expectations vs reality », *Gulf News*, 14 juin 2005.

Les candidats à la présidentielle iranienne offrent le choix le plus large dans le spectre politique pour une élection en Iran depuis la révolution de 1979. Bien sûr, cela reste dans les limites autorisées par le Conseil des Gardiens de la révolution. Ces derniers conservent le caractère théocratique de l'État mais autorisent des élections semi concurrentielle.

Chacun des huit candidats se présente comme la solution pour faire face aux défis de l'Iran. Toutefois, c'est l'ancien président Rafsandjani qui soulève le plus d'espoir alors qu'il est le favori du scrutin. Pourtant, la victoire de l'ancien président n'est pas assurée. Il est menacé par l'auto-déclaré réformiste Mostafa Moin. D'abord rejetée par le Conseil des Gardiens, la candidature de ce dernier

a finalement été acceptée grâce à l'intervention d'Ali Khamenei pour donner au moins l'image d'une élection équilibrée. M. Moin est ancien ministre des sciences de la recherche et des technologies. Il a démissionné en 2003 pour protester contre les répressions de manifestations étudiantes. Il jouit d'une bonne côte de popularité chez les moins de 30 ans. Il devrait donc y avoir un second tour entre les deux hommes.

Comme il ne disposera pas d'une majorité écrasante Rafsandjani devrait avoir du mal à négocier avec une majorité parlementaire ultra-conservatrice. En outre, Rafsandjani a eu un bilan contrasté quand il était président. Il avait laissé en place l'immense bureaucratie iranienne. En outre, aujourd'hui, il ne pourra pas compter sur des gestes d'ouverture de la part de Washington. L'Iran a été largement repris en main par les conservateurs du fait des tensions régionales. Sur le dossier nucléaire, Rafsandjani aura du mal à faire accepter l'abandon du programme nucléaire à ses concitoyens. En fait, l'arrivée au pouvoir de Rafsandjani ne permettra pas de réconcilier les contradictions du systèmes iraniens, à mi-chemin entre la démocratie et la théocratie. Or, beaucoup de problèmes ne peuvent se résoudre que si cette question sur la nature du régime est tranchée.

Danielle Pletka



Danielle Pletka est vice-présidente chargée des questions d'affaires étrangères et de défense de l'American Enterprise Institute. Elle fut administratrice du Committee for the Liberation of Iraq. Elle a été signataire de l'appel des 115 atlantistes contre Vladimir Poutine.

« Ce n'est pas notre homme en Iran »

Source : New York Times (États-Unis)

Référence : « Not Our Man in Iran », par Danielle Pletka, *New York Times*, 16 juin 2005.

Si on en croit les sondages, Ali Akhbar Hashemi Rafsandjani va faire un premier pas pour reprendre la présidence en Iran demain. Si sa réélection suscite beaucoup de doutes en Iran elle sera bien accueillie à Paris, Londres et Berlin et, malheureusement, à Washington. Les puissances occidentales font effectivement le pari que M. Rafsandjani, un homme d'affaire milliardaire, ancien président iranien de 1989 à 1997, sera élu dès demain ou le 1er juillet et pourra négocier un accord sur la question nucléaire. De telles espérances sont profondément déplacées.

Depuis la Guerre d'Irak, les puissances européennes veulent faire la démonstration de la valeur du « soft power » et la Grande Bretagne, le France et l'Allemagne négocie avec l'Iran pour lui faire cesser son programme nucléaire illicite. Sans surprise, les Iraniens jouent avec les Européens mais au printemps, il est devenu évident que le régime ne prenait pas le processus au sérieux. Rafsandjani arrive donc pour donner un nouveau visage à la diplomatie iranienne et reprendre le processus. Les États-Unis n'ont, pour leur part, pas de politiques cohérentes vis-à-vis de Téhéran et ils acceptent donc la politique européenne bien qu'ils aient inscrit l'Iran dans l'« Axe du mal » en 2002.

Le peuple iranien est bien moins naïf. Ils se souviennent de la répression, du soutien au terrorisme et des assassinats politiques sous Rafsandjani. Son retour n'est pas le fruit d'une demande populaire mais d'une machination des mollahs. Il n'y a rien à attendre de cet homme. La seule façon de traiter la question iranienne est de faire pression en faveur de la liberté en Iran.

Maryam Radjavi



Dirigeante du mouvement des Moudjahidines du peuple, Maryam Radjavi est présidente du Conseil national de la résistance iranienne (CNRI).

« Une nouvelle politique pour l'Iran »

Source : Le Figaro (France)

Référence : « Une nouvelle politique pour l'Iran », par Maryam Radjavi, *Le Figaro*, 15 juin 2005.

Les Iraniens ne manifestent plus aucun intérêt pour les mascarades électorales du régime des mollahs. La campagne actuelle suscite plus que jamais l'opposition et le boycott de la population. Seuls ceux qui ont prêté allégeance au régime peuvent se présenter, cette élection est donc illégitime. Résultat : un choix entre quatre anciens généraux des gardiens de la révolution et quatre mollahs avec ou sans turban. La présence dans cette élection d'un homme comme Rafsandjani est un élément révélateur de la faillite du régime. Nul n'ignore qu'il fut pendant un quart de siècle l'un des principaux responsables des crimes du régime.

On peut s'étonner qu'en Occident on puisse penser que cette élection débouchera sur le pragmatisme, la démocratie et les Droits de l'homme. En réalité, quel que soit le résultat, c'est un régime affaibli et replié sur lui-même qui en sortira. Le fossé entre les Iraniens et la théocratie ne cesse de se creuser. L'aggravation de la répression systématique et de l'arbitraire, le massacre des prisonniers politiques et la discrimination contre les femmes érigée en doctrine d'Etat ont agrandi ce fossé. Le pays est riche mais la population est misérable. L'existence de quatre grands mouvements insurrectionnels depuis le début de l'année iranienne, montre que les Iraniens souhaitent un changement de régime.

Ce régime est en décalage avec la riche culture iranienne. Aujourd'hui, il continue à soutenir le terrorisme et cherche à acquérir l'arme atomique. La nécessité d'un changement se pose donc plus que jamais en Iran même. Pour qu'un tel changement s'accomplisse, on ne parle que de deux options : la guerre étrangère ou la complaisance. C'est cette dernière option qu'a choisi l'Union européenne, avec pour seul résultat de faire gagner du temps aux mollahs. S'il y avait un moyen de discuter avec ce régime, c'est ce que l'opposition aurait choisi de faire. Nous avons essayé de la faire en 1979. Au bout de deux ans d'assassinats, il était évident que la discussion n'était pas possible. Depuis, les multiples appels lancés par la résistance à la tenue d'élections libres sous l'égide de l'ONU, n'ont reçu pour toute réponse que la poursuite de la répression. Les mollahs font tout pour éviter tout changement qui précipiterait leur chute. Malheureusement dans les marchandages de l'Occident avec ce régime, comme on a pu le voir il y a deux ans en France, ce sont les droits de l'homme et le droit des Iraniens à résister et à se libérer qui servent de monnaie d'échange. C'est pourquoi notre mouvement a été désigné comme un groupement terroriste bien qu'il soit établi que cette accusation est infondée.

J'ai souligné en décembre 2005 au Parlement européen, que nous ne sommes pas obligés de choisir entre la complaisance et la guerre ; le changement démocratique en Iran par les Iraniens et leur résistance est à portée de la main.

Nous ne demandons ni armes ni argent à l'Occident. Mais nous lui demandons de rester neutre entre d'un côté la résistance et le peuple et d'un autre la dictature en place. Nous l'appelons à ne pas entraver l'action de la résistance et à cesser de taxer de terrorisme le principal mouvement d'opposition.

Nir Boms, Elliot Chodoff



Ancien fonctionnaire à l'ambassade d'Israël aux États-Unis, Nir Boms est vice-président de la Foundation for the Defense of Democracies et membre du Council for Democracy and Tolerance de Tashbih Sayyed du cabinet Benador Associates. Il est vice-président du Centre for Freedom in the Middle East .



Major dans l'armée de réserve israélienne, Elliot Chodoff est un analyste politique et militaire pour le site MidEast-On Target.

« Faire face aux élections iraniennes »

Source : Washington Times (États-Unis)

Référence : « Facing the Iranian elections », par Nir Boms et Elliot Chodoff, *Washington Times*, 16 juin 2005.

Tandis que l'Iran poursuit son ping-pong nucléaire avec l'Union européenne, mettant en danger la stabilité régionale, il prépare également les élections de vendredi. Téhéran agite le drapeau de la démocratie islamique et attise les espoirs du monde autour de Rafsandjani, décrit comme un symbole d'espoir et de modération. Toutefois, il a déjà été président de 1989 à 1997 et il incarne donc bien plus le passé que l'avenir. DE toute façon, le président n'est pas la figure centrale du système politique iranien. Ce titre revient à Ali Khamenei, le dirigeant suprême du conseil des Gardiens de la révolution, un conseil qui a un rôle central dans l'organisation des élections.

Face à ce système, les jeunes manifestent et s'accrochent à l'espoir d'un changement. Cet espoir a été renforcé par la libération d'Hamid Pourmand, un chrétien iranien jugé pour prosélytisme et apostasie. Les pressions internationales ont permis sa libération. Toutefois, cette bonne nouvelle ne doit pas occulter les mauvaises nouvelles qui démontrent que l'Iran n'est pas un État de droit. La libération de M. Pourmand est-elle une réponse aux pressions internationales ou bien vise-t-elle à donner le change ? En tout cas, il est clair que quand la communauté internationale parle d'une seule voix, les mollahs ne sont pas prêts à l'affronter. C'est la preuve qu'il faut intensifier les pressions sur Téhéran.

Abbas William Samii

Abbas William Samii est le coordinateur de l'analyse régionale pour l'Asie du Sud-Ouest à Radio Free Europe-Radio Liberty.

« La propagation des gardes de la Révolution »

Source : Daily Star (Liban)

Référence : « The reverberating impact of the Revolutionary Guards », par Abbas William Samii, *Daily Star*, 17 juin 2005.

Quatre des huit candidats à l'élection présidentielle iranienne ont fait partie du corps des gardes de la révolution. Toutefois, l'ayatollah Rafsandjani, le favori de l'élection, n'en a jamais fait partie. C'est un conservateur qui s'adapte aux tendances du moment.

Les Gardes de la révolution furent créés en mai 1979 car les religieux suspectaient l'armée iranienne de conserver des sympathies pour l'ancien régime et parce que beaucoup de ses officiers avaient été formés par les États-Unis. Ces forces avaient en motivation et en courage ce qui leur manquaient en stratégie et sens tactiques. Les pertes furent donc nombreuses pendant la Guerre contre l'Irak. Toutefois, ce sacrifice le plaçait au firmament des forces armées iraniennes tandis qu'elle bénéficiait des liens informels avec le clergé. Aujourd'hui, l'Iran a deux armées, les forces armées conventionnelles chargées de protéger le territoire et les gardes de la révolution chargées de protéger les accomplissements de la révolution.

Les Gardes ont régulièrement menacé le pouvoir civil de prendre les choses en main eux-mêmes si les dirigeants politiques ne réprimaient pas les manifestations. Toutefois, depuis 2003, ils ont adopté une stratégie plus sophistiquée consistant à investir la direction politique du pays via la Coalition pour le développement islamique d'Iran. Aujourd'hui, 90 députés iraniens ont fait partie des Gardes de la révolution, tout comme la moitié des candidats à la présidentielle. Les militaires ne font pas forcément de bons dirigeants politiques mais les gardes ont toujours gommé la distinction entre les domaines civils et militaires.

Un président iranien avec des réseaux dans cette organisation est inquiétant car ce groupe est connecté à tous les groupes armés chiites de la région, du Liban à l'Irak, et désire fortement acquérir la bombe. Dans ces conditions, Rafsandjani apparaît comme étant une solution bien préférable mais il est connu pour ses actes répressifs et sa volonté d'armer l'Iran.

A court terme, il n'y a pas de bonnes solution pour l'Iran.

Michael Mac Faul, Abbas Milani



Michael Mac Faul est membre de la Carnegie Endowment for International Peace, et de la National Endowment for Democracy. Il co-dirige le Project on Iranian Democracy de la Hoover Institution



Abbas Milani est co-directeur du Project on Iranian Democracy de la Hoover Institution.

« Des fissures dans la terre des ayatollahs »

Source : International Herald Tribune (France)

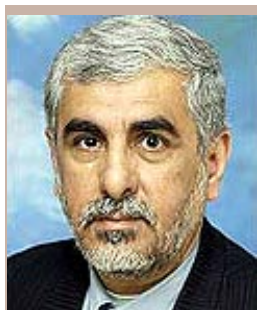
Référence : « Cracks in the land of the ayatollahs », par Abbas Milani et Michael McFaul, *International Herald Tribune*, 17 juin 2005.

En surface, la campagne électorale semble souligner la faiblesse du mouvement démocratique en Iran et la futilité de l'élection. Tous les candidats à l'élection ont été approuvés par le conseil des gardiens de la révolution et les démocrates, déçus par Khatami appellent au boycott du vote. Toutefois, il y a des signes encourageants pour l'avenir de la démocratie iranienne. L'élection suggère en effet que les élites au pouvoir ne sont plus unies.

Malgré la sélection des candidats, la campagne voit des positions dures entre les candidats, démontrant que l'élite religieuse monolithique est en train de se craqueler. Bien que certains en Occident, considèrent Rafsandjani comme un pragmatique, c'est un fidèle du régime. Le régime ne se fonde pas sur l'idéologie mais sur le contrôle des ressources et du pouvoir. Cependant, Rafsandjani et son adversaire le plus dangereux, Mostafa Moin, ont tous deux défié la légitimité du pouvoir et ont appelé à une limitation du pouvoir religieux. Les deux hommes ont également promis de se rapprocher des États-Unis, une promesse populaire que seule l'extrême droite ne fait pas.

Il s'agit de développements encourageants, surtout quand on considère que cette élection était censé être un non-événement. Cette élection n'ira pas jusqu'à une conclusion à la géorgienne ou à l'ukrainienne mais la rupture démocratique est en marche.

Hassan Hanizadeh



Hassan Hanizadeh est éditorialiste du *Tehran Times*.

« Les États-Unis et les terroristes forment une alliance diabolique contre l'Iran »

Source : Tehran Times (Iran)

Référence : « U.S. and terrorists form unholy alliance against Iran », par Hassan Hanizadeh, *Tehran Times*, 17 juin 2005.

Dans les derniers jours, les opérations terroristes en Iran ont entraînés la mort de dix civils innocents et blessés beaucoup d'autres. Ces attentats survenaient après une décennie de paix dans la République islamique. Ils ont donc attiré l'attention des analystes étrangers. Bien que les attentats soient différents dans leurs formes, ils arrivent tous à un moment clé : les élections présidentielles en

Iran, un moment que les Iraniens vivent avec enthousiasme.

Cette année, les candidats ont créé une plaisante atmosphère de vraie démocratie, ce qui crée l'enthousiasme dans le peuple. Cette atmosphère est unique dans la région et dans une grande partie du tiers-monde. Cela ne plait pas beaucoup aux États-Unis et à des pays de la région et cela a poussé les États-Unis à mobiliser leurs mercenaires contre l'Iran. Leurs agents créent des tensions dans le Sud. La province du Khuzestan a été particulièrement visée. Ce que les terroristes espèrent, c'est une augmentation de l'abstention et des tensions ethniques. C'est pour cela qu'ils utilisent des noms s'appuyant sur des identités ethniques pour créer des dissensions dans la population. Ils n'y parviendront pas.

Les différentes populations d'Iran sont traitées de façons égales et ont des droits égaux garantis par la constitution. La guerre contre l'Irak les a encore davantage soudé. Cette unité apparaîtra dans la forte participation aux prochaines élections.